

2004

48

SOCIO-PSYCHANALYSE :
EMERGENCE DUNE NOUVELLE SACRALITE
Inédit.

1° On a beaucoup glosé sur la « libération » sexuelle qui s'est opérée en Occident ans les années 60 à 80, et nous en sommes à présent à en évaluer les conséquences. Il se trouve qu'au cours de années 90 j'ai insisté sur l'accent eschatologique qu'a pris chez nous la croisade pour l'émancipation sexuelle, en y ajoutant la ponctuation nécessaire, à savoir que cette évolution des choses nous est tout simplement dictée par le discours de la techno-science. Les retombées les plus visibles de ce discours étant des contraintes nouvelles liées à l'instauration de la société de consommation et de ses impératifs propres. Quiconque a goûté aux fruits de l'arbre de cette société de consommation développe une forme de dépendance, d'assuétude, qui le conduit à souhaiter sa perpétuation. D'où le surgissement d'une classe nouvelle de sujets, tous tirillés par le manque de jouir, vendus à la société de consommation, et donc foncièrement corrompus. La survie du consommateur étant essentielle à la dynamique du système il est clair que la logique des camicases-martyrs, qui au contraire la refusent en faisant peu de cas de la valeur de la vie individuelle, crée une difficulté insurmontable.

L'émergence d'un sujet nouveau, dit mondialiste et assujetti à cette logique du consommable vient remettre en cause le statut du sujet de la pénurie, à savoir ses modes d'organisation séculaires instaurées aux fins d'assurer sa subsistance et en fin de compte : son identité. Les dégâts, au plan sociétal, que cause à l'ordre ancien l'intrusion de la logique de la consommation, ce sont essentiellement les laissés pour compte par cette logique qui en supportent le poids, non sans constituer un passif, dont la nouvelle société tâche de s'accommoder. Toutes sortes de recettes se font jour, par conséquent, afin d'aider certains à s'adapter et à faire de sorte que d'autres quittent la scène mondiale sans causer trop de désordre.

Il va de soi que chacun fantasme dans son coin des solutions idéales pour une transition sans trop de bobos, et les psychanalystes, également, bien entendu. Pour ma part, j'ai fait davantage que d'invoquer ce contexte qui conditionne l'exercice de la psychanalyse de divan, et l'on en trouvera trace dans diverses publications. C'est toutefois autour de cette date fameuse de la chute du mur de Berlin que j'ai donné mon point de vue sur les conditions d'exercice de la psychanalyse dans une série de publications, publications qui se trouvent reprises dans ce recueil.

Dans ce qui suit je m'autorise à glisser un inédit, qui est un texte que je destinais aux auditeurs de mon séminaire de Nancy, mais qui n'a pu être lu pour diverses raisons. On y verra que les problèmes qui retiennent l'attention aujourd'hui, et qui constituent le fond de ce dont on débat dans les *reality-show* de nos jours, avaient été déjà posés voici une bonne dizaine d'années. C'est donc à une sorte de revue de presse que je me livre en 1994, et donc voici le contenu :

{Rien d'extraordinaire à ce que, une fois l'an au moins, nous consacrons une séance à une sorte de revue de presse, orientée. Orientée sur le social ou plutôt sur le discours de l'Autre. L'inconscient c'est le discours de l'Autre. Quel Autre? Eh bien, par exemple, l'Autre polyphonique qui dit ce qui fait trait unaire pour une foule de gens à un moment donné, à une époque donnée. Rassurez-vous je ne suis pas descendu dans la rue pour interroger la foule. Il existe, par contre des foules organisées qui sont déjà caractérisées en quelque sorte. Ainsi les lecteurs du journal *Le Monde*. Il vient de fêter son cinquantenaire et certains anciens rédacteurs en chef nous ont résumé le parcours de ce quotidien, depuis sa naissance sous l'occupation ou presque, à savoir une période passablement trouble de l'histoire de France. Bref, *Le Monde* a été et continue d'être probablement, l'organe d'expression d'une certaine gauche chrétienne. Bien d'autres traits sont susceptibles de convenir à cet échantillon d'une gauche intellectuelle qui, entre autres choses, incline vers, sait provoquer, goûte tout spécialement, le débat d'idée.

Le Monde est un journal qui véhicule toute une somme d'informations sur un éventail très large de sujets, et j'imagine, que nombreux sont ceux qui, comme moi, collectionnent certaines catégories d'articles. Il faut dire qu'on est vite submergé, au fil des mois et des années, par une quantité de papier qui, pour être exploitable mérite un minimum de traitement, et donc de rangement. Il est clair que le tri ainsi pratiqué, correspond à des critères largement individuels et que, par conséquent, le discours de l'Autre ainsi engrangé trouve en chacun quelque écho plus personnel. C'est en cela que l'inconscient de chacun se trouve inter-essé par ce discours de l'Autre, ou l'opinion commune aux lecteurs de ce journal, par exemple. J'entends évidemment les protestations quasi inévitables de ceux qui, ainsi collectivisés, rechigneront à l'existence d'une telle opinion commune, d'une telle *doxa*, toujours à opposer à l'*épistémè* comme l'Imaginaire s'oppose au Symbolique ou au Réel. Nous y reviendrons à l'occasion. Ma propre façon de classer les coupures de journal me caractérise et obéit à certaines contraintes triviales. Bref, je trie d'abord tout ce qui concerne la psychanalyse, les faits de société, les sciences, l'histoire et les religions.

- o -

2° Ma sélection d'aujourd'hui porte sur les six derniers mois environ. J'ai noté la "disparition", comme on s'exprime, d'Erik Erickson, puis de Serge Leclaire, et plus récemment encore celle de François Tosquelles. En ce qui concerne Serge Leclaire, j'étais en vacances quand j'ai appris qu'il était décédé. Pensant que les hebdomadaires lui consacraient la semaine suivante quelque article j'achète donc le *Nouvel Obs.* dont la couverture était barrée en effet par le signifiant Leclerc. Sauf qu'il s'agissait du maréchal de France, alors qu'il n'y avait pas une ligne sur le psychanalyste. D'ailleurs en dehors de *Libé* et du journal *Le Monde*, je n'ai guère vu d'autres articles. J'ai donc trouvé ce dernier à mon retour à la maison et comme par hasard le journal était coupé horizontalement en deux parties, puisqu'imprimé entre deux liasses de papier. Curieuse destinée que celle de ce Serge, navigant entre deux noms, entre deux chapelles psychanalytiques et promis à faire la soudure entre deux mondes.

Passons sur le compte-rendu relatif à la parition du Livre IV du *Séminaire* et mentionnons les articles classés que voici: L'affaire Artaud; Apollinaire, poète deux fois assassiné; Entretien avec Michel Béaud; Georg Baselitz le prince en son château; Elias Canetti; Jean-Baptiste Duroselle; Otto Dix; Michel Foucault; René Girard; Marcel Gauchet; Julien Green; Keynes; Nicole Loraux; Marx pas mort; Anaïs Nin; Karl Popper; Picasso; Steinbeck; Jules Verne; Un Vélasquez incertain; Un trente sixième "De la Tour". Je cite à part deux entretiens: l'un avec Quine, et l'autre avec

Donald Davidson, dont je vous parlerai plus tard. Non pas que la sociologie soit absente en ces articles, mais parce qu'elle n'y est pas spécifiée comme telle que je vais à présent tenter une synthèse d'une série d'autres textes qui ont retenu mon attention.

Intitulée "Portraits de famille", cette série d'au moins cinq articles est le fruit du travail de journalistes différents, qui se sont en quelque sorte partagé la lecture d'un lot de livres ou d'articles de référence en la matière et nous livrent leur réflexions.

Le premier (du 20/9/94, p.16) traite de la famille "Désarticulée, recomposée". D'ailleurs la bibliographie ne mentionne pas le livre sur les familles recomposées dont je crois vous avoir déjà parlé à propos des familles monoparentales, mais à chacun ses références, pourquoi pas. C'est donc Henri Tincq qui y va de sa plume pour mentionner d'abord que 1994 a été décrétée par l'ONU: "Année Internationale de la famille". Il note, par exemple, que "la famille 'nucléaire' -le père, la mère et les enfants partageant la même résidence-" ne recouvre que la moitié des ménages recensés par l'INSEE. Qu'un couple sur huit en France ne passe pas devant Monsieur le Maire. Que les familles monoparentales sont aujourd'hui 1,2 millions (d'autres sources indiquent même 1,8 millions).

Et que l'on assiste à la montée en nombre des familles recomposées, où les enfants se retrouvent avec, par exemple, deux pères, l'un "biologique" l'autre "social". De sorte qu'"un million d'enfants de moins de 25 ans cohabitent avec des enfants d'un autre lit." Puis il est question de la "cohabitation juvénile" qui serait une forme de "désaveu des parents." Curieusement l'article s'achève sur ceci: " la famille, même bourgeoise ou patriarcale, telle que la vouaient aux gémonies certaines utopies de 1968 et les libelles féministes, a tenu le coup. Elle est même perçue comme l'un des moyens les plus sûrs d'arriver au bonheur et de se réaliser."

Le second article (21/9/94, p.12) est intitulé "II La dérouté des pères". L'auteur, Jean-Jacques Bozonnet s'abrite volontiers derrière d'autres auteurs, qu'il cite. A partir du constat que nous sommes entrés dans "la société sans pères", des pères disparus et des pères qui bafouillent leur rôle, Jean-Jacques Bozonnet écrit: "Le balancier du féminisme est allé très loin, puisque la loi française lui donne le droit de faire un enfant sans père, de cacher à l'homme sa paternité et de priver l'enfant de sa lignée paternelle".

Bref, on a jeté le père avec l'eau du bain (selon Evelyne Sullerot). Puis sont évoqués les papa-poules, les pères copains, le père-taxi-du-dimanche et l'absence du père-éducateur.

Selon Stéphane Ditchév (responsable du Nouveau mouvement de la condition paternelle): "la paternité n'existe que si la mère est d'accord".

D'autres, tels que Christiane Olivier, rappellent "qu'il est fondamental que le père se glisse dans l'inconscient de l'enfant dès les premiers mois. Pour cela il faut que le père ait *un contact peau à peau* avec son enfant." L'article se termine par une sorte de profession de foi: "Les parents actuels sont de la première génération issue de la famille éclatée. Eux-mêmes enfants du divorce ou élevés dans des *familles tuyau de poêle*, ils ne peuvent plus se contenter de reproduire, comme naguère, ce qu'ils ont vécu avec leurs parents. Quels modèles proposeront-ils à leurs enfants" . Je dis "profession de foi" parce que rien ne vient étayer cette analyse purement phénoménologique de la décomposition familiale, et que rien ne permet d'augurer que les modalités familiales actuelles ne vont pas se répéter encore quelque temps.

Le cinquième et dernier article de la série est signé Philippe Broussard (encore et toujours un homme), et sous le titre "V Ados cherchent repères" nous assistons à une tentative de synthèse du problème, encore que très partielle, on verra pourquoi.

Nous lisons donc: "dans la cellule familiale actuelle, l'adolescent, garçon ou fille, a bien conscience d'occuper une place particulière, ambiguë comme peut être le statut d'autonomie. D'un côté, il revendique sa liberté d'esprit et d'initiative, son mot à dire dans les grandes décisions familiales. De l'autre, il demeure dans une situation de dépendance économique, ce qui accentue l'aspect purement matériel des relations familiales". Tout ceci mis sous le bonnet de Gérard Mauger, directeur de recherche au CNRS et codirecteur du centre de sociologie urbaine. Il s'agit donc d'un technocrate qui laisse entendre, comme beaucoup d'autres autour de lui, que tout ça n'est après tout qu'un effet de la crise économique.

L'auteur de l'article, quant à lui, a tendance à mettre en cause la génération des 68-tards, qui ont laissé leurs enfants la bride sur le cou, et cite pour cela le sociologue Gérard Mendel qui dit: "Ce laisser-faire est sans doute imputable à un grand complexe des parents /.../ Leurs fautes: à la fois leur manque de disponibilité, leur désir de mener une vie personnelle, un avenir incertain."

Ce qui passe inaperçu c'est qu'aux parents comme à leur enfants on a d'emblée fourni trois cartes biseautées dont l'avant conforte l'envers tout comme le savoir vient parfois conforter une vérité.

Que dit l'avant de la première carte? Il dit **autonomie**; que lisons-nous au dos de cette carte: rien d'autre que le reproche fait aux parents, à savoir leur **manque de disponibilité** envers leurs enfants. Reproche schizophrénique, double lien en somme, puisque qui dit autonomie dit en effet qu'on aille papillonner où l'on veut et qu'élever des enfants doit par conséquent passer au second plan. Et toc.

Passons à la seconde carte biseautée. Elle dit d'un côté **liberté d'esprit et d'initiative**; que lit-on sur l'autre côté: **désir de mener une vie personnelle!** Or, est-ce que ce "désir de mener une vie personnelle" ça n'impliquerait pas une "liberté d'esprit et d'initiative".

Enfin, voici la troisième carte: côté pile on lit: avoir **son mot à dire dans les grandes décisions familiales**. Côté face il est clair que les enfants répondent "**Non**". C'est leur façon de dire leur mot, mais n'est-ce pas aussi les plonger dans **un avenir incertain**, car dire **non** à ce qui a été péniblement élaboré par les générations précédentes ne garantit en rien qu'on fasse mieux qu'elles.

Là-dessus on brandit le mythe du "fossé entre les générations" pour évoquer les problèmes "nouveaux" posés par le sida, la drogue, la violence et le chômage. Or ces problèmes ne sont nouveaux que dans la mesure où l'on espère leur donner des solutions nouvelles. Donnez-nous un signifiant nouveau et tout s'arrangera, clame-t-on de tout part, et c'est pourquoi les mages de tout poil ont un avenir assuré.

Michel Fize se trouve convoqué par l'auteur pour énoncer avec Monsieur de La Palice, que la prose dont se sustente la société, eh bien, c'est de la contrainte. Le reste est du même tonneau: "Faute de réponses claires, l'adolescent cherche sa voie entre besoin d'autorité et envies de liberté.

De cette double nécessité naît une conception assez traditionnelle de la famille, en particulier en ce qui concerne le père, dont ils regrettent l'absence, voir la désertion. Ils le rêvent fort, juste, sûr de lui, presque un paternel à la mode d'antan, capable de dire 'non' le moment venu".

Je n'invente rien et c'est à pisser de rire. Mais on savait déjà que quand les faits semblent leur donner torts, les intellectuels (qu'ils soient de droite ou de gauche) sombrent presque toujours dans la connerie. Lacan nommait ça la débilité mentale et ça consiste à se mettre au service du bien de l'autre. L'aération nécessaire nous vient du côté des enfants d'immigrés qui eux disent: "les Français n'ont pas assez le sens de la famille. Chez nous, c'est différent, il faut à tout prix préserver cela". C'est pas moins con mais au moins ça a le mérite de l'authenticité.

- o -

3° Le discours de l'Autre, de l'inconscient, comme on s'exprime côté lacanien, c'est affligeant.

Un discours ça pourrait être tout de même un tant soit peu plus consistant. Il y a des tentatives en ce sens mais on se heurte à une certaine complexité. Il y a par exemple de l'idée dans l'article d'Alain Lebaude (*Le Monde* du 4/10/94, p.21) "Vers la société du non-travail". Evidemment le titre est un peu cloche. Mais l'auteur parvient à dire ce qui par définition est inadmissible, à savoir qu'il y ait des gens qui ne travailleront jamais dans le cadre socio-économique tel qu'il est mis en place de nos jours. Il y a un clivage inadmissible et donc une France à deux vitesses qu'il présente comme suit: "Parmi les gens qui sont éloignés du marché du travail, certains peuvent être repêchés, en y mettant quelques moyens. Mais d'une certaine façon, un trait est en même temps tiré sur tous les autres, jugés *inemployables*, comme disent les spécialistes". *Inemployables*, tiens tiens; la société produirait des inemployables. Et l'auteur de proposer de "s'attaquer aux racines du mal". Là on biche parce qu'il va sans doute nous donner son idée. L'idée c'est de "fournir de l'identité sociale à tous". C'est pas mal mais il dit *de l'identité*, comme d'autres diraient "fournir du pain". Et puisqu'il emploie le partitif on peut s'imaginer que l'identité ça pourrait se tartiner, voire se poser comme de l'encaustique. Vous voyez comment il faut traiter les "stigmates de l'exclusion". Vous prenez le premier SDF venu, vous le lavez, vous le peignez en bleu-blanc-rouge (ça c'est pour l'identité) et le voici présentable, désirable et employable.

Donc la situation est telle, la censure qui s'exerce sur les esprit est tellement sourcilleuse, que même les journalistes le mieux informés ne sont pas foutus de produire dans ce domaine autre chose que des banalités ou des inepties.

Si je parle de censure c'est bien parce que toute normativité est loin d'être abolie, et qu'il existe de nouveaux repères, **une nouvelle sacralité**, qui dicte les limites de la critique acceptable.

Il y a donc des dogmes qui aujourd'hui ne sauraient être critiqués à moins que ce ne soit chez nos voisins. Il y a des exceptions, mais tout à fait bénignes du style de cet "Allons enfants de l'apathie" que nous propose dans *Le Monde* un certain Pierre Drouin. Car il y en effet aussi des articles dans *Le Monde* qui sont (je cite:) "rasoirs comme un concert de Pierre Boulez un jour de pluie dans une ville minière". Et retoc.

Nous quittons donc l'atonalité pour nous remettre dans le ton, mais cette fois ouf!, ça ne se passe pas en France et on peut donc tout dire. Ça se passe aux USA, par exemple. C'est dans un article "Graines de violences" (*Le Monde* du 4/6/1994) qu'on nous donne les enseignements tirés d'un congrès de pédopsychiatrie qui a eu lieu récemment à San Francisco. L'auteur, Philippe Bernard, évoque le cas d'un jeune meurtrier d'un enfant de 4 ans, ainsi que les passages à l'acte criminels chez les 10-18 ans. Comme si ça n'existait pas parmi les élèves de nos Instituts de rééducation.

C'est en Amérique que ça se passe; aux USA ou au Brésil, ou encore à Sarajevo, mais surtout pas chez nous. Alors, dans certaines villes des États-Unis 40% des élèves des écoles ont vu au moins un cadavre dans leur vie. 100000 d'entre eux vont armés à l'école. Comme si chez nous, dans certains quartiers, le cutter (à défaut d'autre chose) n'était pas déjà obligatoire dans toutes les poches. Puis nous avons droit à un petit couplet sur la violence à la télé, jusque dans les dessins animés.

Pour sa part, le Professeur Philippe Jeammet dévoile que "lorsque l'identité propre de l'adolescent et sa possibilité d'entretenir des liens sont niées, il devient incapable de se mettre à la place de l'autre et donc potentiellement violent." Donc c'est encore l'identité qu'on met en cause sous la forme d'un postulat: **pas d'identification sans identité préalable**. Il doit y avoir de l'idée en dessous mais elle m'échappe. Car si c'est le propre d'un sujet est de s'identifier et qu'il n'y a pas de possibilité d'identification c'est qu'il n'y a pas de sujet. Quid, alors, de la production des non-sujets?

Parmi ces non-sujets il y a évidemment "les enfants martyrs". Titre d'un autre article du *Monde* (20/9/94, p.13) par Michel Castaing. En vertu des nécessités de la thématization, les enfants battus ne peuvent pas être des enfants masos. C'est un aspect des choses qu'on doit séparer si l'on veut secouer les consciences délicates et les mobiliser en vue d'une action, elle certes nécessaire. Le masochisme des non-sujets, ou encore des borderline, n'est pas encore tout à fait à l'ordre du jour. Nous en voyons bien entendu dans nos Instituts, qui non seulement encaissent sans broncher tous les coups que veulent bien leur porter les "copains", mais endossent par dessus le marché les bêtises faites par les autres.

Ici se trouve atteinte une autre limite imprescriptible qui s'énonce sans s'énoncer: "ne touche pas à mon masochisme et à ma connerie". Tel est une des composantes du credo post-moderne. Mais pour en saisir d'autres aspects il convient de balayer plus large. Car on s'aperçoit qu'un tel credo engendre pas mal de contradictions qu'on est prié de ne pas soulever. Nous en avons un exemple dans le journal *Libération*, à propos de l'attitude du gouvernement Baladur envers les extrémistes du FIS. En page 5 (*Libé*, mardi 16 août 1994), sous le titre "Quand Pasqua prend la voie soudanaise", nous lisons par exemple: "Paris /.../ soutient discrètement le régime à Khartoum... Ce soutien est d'autant plus étonnant que la junte soudanaise, sous l'influence du Front national islamique /.../ mène une politique intégriste inégalée dans son agressivité". En résumé: la droite française, et donc Baladur, soutient des extrémistes de droite; c'est cohérent. Le lecteur de *Libé* peut donc tourner la page et à la page suivante, page 6, voici qu'il lit tout le contraire. Sous le titre "L'Algérie simple comme Pasqua" on peut lire en effet: "Selon lui (Pasqua) /.../ Ce qui est certain c'est que l'arrivée au pouvoir d'un islamisme modéré relève de la fumisterie /.../. Le choix de Pasqua est clair: soutenir le pouvoir militaire à Alger, quitte à faire quelques entorses aux beaux principes démocratiques". Donc le gouvernement Baladur est contre le FIS.

Alors qui croire, la page 5 qui dit que Baladur est pour le FIS ou la page 6 qui dit le contraire? Ah! me diriez-vous, il s'agissait peut-être d'un débat contradictoire. Et bien, mon cul! Ce n'est pas un débat, c'est de l'information. Le lecteur de *Libé* est simplement conditionné à digérer les contradictions. Il ne retient qu'une seule chose, à savoir que dans tous les cas Pasqua a tort. CQFD. Ce que recherche le borderline dans son journal c'est une victime expiatoire. Aujourd'hui c'est Pasqua mais demain ça sera qui sait, le juif ou l'arabe, et même les deux. Et qu'on ne me dise pas que selon les marxistes le réel est dialectique et donc truffé de contradictions.

Ça n'a rien à voir avec les positions du journal *Libération*. L'essentiel est de donner en pâture à ses lecteurs des victimes expiatoires. Et tout d'abord les flics. Derrière Pasqua il y a l'évidence le flic. Donc, haro sur le flic. Vous répétez ça pendant une bonne dizaine d'années et ça porte ses fruits. Un jour, sans que l'on sache quelle mouche le pique, untel, jusque là calme, clean, rangé, sort dans la rue et tire dans le tas. De préférence sur un car de flics ou sur des motards de la police. Et puis on s'interroge; on ne comprend pas; comment ça peut-il se produire? Un gamin si gentil ! etc.

Ceci pour dire que nous sommes responsables des effets produits par le discours de l'Autre. De l'Autre du *Monde* ou de l'Autre de *Libé*, peu importe. Quand le ton n'est pas le bon il faut gueuler. Gueuler, écrire au journal, c'est une façon de voter pour ou contre. C'est un mode d'exercice de la démocratie.

- o -

4° Le discours de l'Autre c'est bel et bien la connerie. Ça ne connaît pas la contradiction. Et pourtant ça se vend pourvu qu'il y ait à l'horizon quelque victime expiatoire. D'ailleurs le journal *Libération* nous a donné, incidemment quelques portraits de ces borderlines en quête de quelque victime expiatoire. Sous le titre prometteur "Pourquoi la politique est-elle en crise?" le journal ouvre ses colonnes à quelques personnalités représentatives qui proposent des réponses à la question posée. Le vendredi 12 août 1994, un certain Yves Berger, directeur littéraire chez l'éditeur Grasset, ouvre le ban. C'est un Monsieur de 63 ans qui exècre et qui aime à la fois. Il lui faut des boucs émissaires et puis des modèles. Mais il signe sa schizophrénie politique en se réclamant de Chevènement, la tête de file de la fausse gauche qui se voit à gauche de la gauche. Voici deux échantillons de ce qu'il écrit. Ce qui l'intéresse c'est le rôle des juges dans les affaires, et il parle à ce sujet de "décadence et de déchéance de la vie politique". Il attaque donc comme suit: "Le discrédit qui frappe aujourd'hui les hommes publics est sérieux car il provoque l'émergence de personnages redoutables, qui, sur le terreau de la décomposition, font pousser leurs idées. Je pense à Le Pen et à Tapie. Ils incarnent ce que j'exècre, le contraire de mes valeurs dans tous les domaines". Ayant dit ainsi ce qui lui sert de repoussoir l'auteur va brandir son modèle: "J'aime la Constitution américaine qui pose en principe le droit au bonheur. Dans la mesure où ce droit ne trouve pas une illustration dans la vie quotidienne, comment faire entendre la voix des principes".

Tout est là! Quels principes? Le bonheur, est-ce celui du Marquis de Sade ou des masos que j'évoquais tout à l'heure? Et pourquoi Le Pen et Tapie seraient-ils les exclus de ce droit au bonheur? Ou alors le principe serait foireux et traduirait simplement le vœu impossible d'une impossible universalisation du bonheur. En attendant notre borderline campe sur des positions dualistes et ne sait faire autrement que de diaboliser ceux qu'il considère comme des empêcheurs de tourner en rond.

Un mot relatif à la Constitution américaine. A la différence de la notre, elle juge exécration d'exécre. D'où une liberté totale d'opinion. Ou presque, si vous tenez compte des tabous récents en vigueur sur les campus universitaires et la presse, concernant les expressions "politiquement incorrectes".

Tout change quand on interroge quelqu'un qui a trouvé son bonheur dans la navigation à la voile. C'est le cas de Titouan Lamazou (*Libé* du 14 août 1994, p.7), 29 ans, champion du monde de course au large, etc. Pour lui il n'y a pas de crise politique. La politique ne le concerne que de loin, et pour lui "le rôle des hommes politiques, et plus largement celui de l'État, est de concrétiser des projets". Quand il parle de projets c'est évidemment d'abord les siens.

D'ailleurs il ne vote jamais. Pour lui la politique c'est un peu comme la météorologie, c'est un facteur d'espoir: "La politique doit donner de l'espoir, les hommes politiques doivent être des marchands de rêves, bien qu'ils s'avèrent surtout de vils démagogues faisant appel aux pires sentiments". Et puisque nous n'en sommes plus à un cliché près, voici que notre navigateur se met à tisser une métaphore maritime: "[la politique française] /.../ C'est un peu un milieu comme dans la voile: il y a un capitaine de bateau, qui sélectionne des équipiers; les meilleurs d'entre eux deviennent des seconds, qui arment un bateau à leur tour, deviennent capitaines et concurrents du premier". C'est-y-pas œdipien ça, Madame!

Le troisième et dernier témoin interrogé est un historien, Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). En réalité c'est un théoricien doublé d'un herméneute. Il pense que le système politique "ne remplit pas sa fonction d'orientation. Dans un univers opaque et complexe, on attend du discours politique qu'il donne un sens, qu'il offre des points de repère". Son diagnostic est donc celui d'un herméneute qui tend à expliquer ce qui ne va pas. Il voit deux causes majeures expliquant le malaise politique: « l'une concerne la représentation, l'autre l'expression de la volonté générale ». Nous y voilà. Selon notre historien il convient donc de cerner l'opacité de la complexité par une représentation correcte. Celle d'un monde en décomposition, et il se félicite du surgissement de "l'espace culturel et intellectuel de la deuxième gauche", celle "dont la grande mission a été de corriger les valeurs d'archaïsme qui remontaient en permanence du fond du PS". Le mot est lâché: c'est la faute à l'archaïsme, autrement dit à la résistance au progrès.

Mais ce qu'il omet d'analyser c'est que le concept de volonté générale est un mythe, mythe certes républicain et démocratique, mais qui a lui-même subi une érosion formidable. Il ne voit d'ailleurs pas quoi mettre à la place. Il espère une réforme, un remède à "l'affaissement" tant intellectuel et moral du PS.

- o -

5° Or, les choses sont ainsi faites qu'un mythe en chasse un autre. Il est temps de prendre en considération les effets produits par ces nouveaux mythes qui gouvernent les esprits de notre temps, de façon à établir la valeur d'axiomes qu'ont ces mythes émergents.

Il y a d'abord renforcement du mythe de la science. Il suffit d'entendre le cri unanime: "ne touchez pas à notre science" qui s'incrit en négatif sous d'autres titres réprobateurs. Je lis, par exemple, dans *Libé* (9 août 1994, p.5) "Les islamistes amputent la science". Péril ambigu, au demeurant, puisqu'en sous-titre il est dit: "Il convient de s'interroger sur l'obscurantisme islamiste sur les fondements de la science, qui va de pair avec un intérêt certain pour les technologies". Est-ce que par hasard l'islamisme ne serait pas la technologie sans l'idéologie scientifique? Car qu'en est-il des "fondements de la science" sinon d'une métaphysique, ainsi que Jacques Derrida, mais aussi bien Richard Rorty, en conviennent?

Autre thème sensible: la position éthique. Si celle dont on jouit varie selon les modes il est de bon ton de dénoncer comme décadentes, obsolètes, voire obscènes certaines pratiques d'un autre âge. Par exemple, on lit dans *Le Monde* (du 26/8/1994), sous le titre "cachez ce coude..." un entrefilet que voici: "si une femme se retrousse les manches au-dessus des coudes, son mari est en droit d'obtenir le divorce, estime un rabbin de Tel-Aviv /.../ Pour préserver la pudeur *les manches doivent atteindre les coudes et en recouvrir la totalité*, déclare le rabbin Moshe Bitan /.../".

La pudeur. Ça ne doit plus exister, par conséquent. Où alors où s'arrête-telle? Ici on sombre dans l'argutie à moins qu'il y ait là une dimension qui se trouve en passe de disparaître sous nos climats. C'est du moins ce qui n'échappe pas aux mouhadjiins de l'Afghanistan puisqu'ils ont unanimement choisi de ne désigner les russes que par le qualificatif d'impudiques. En cela ils restent freudiens, sans le savoir, puisque c'est Freud qui a tout de même contribué à définir chez ses semblables une phase de latence, qui signe chez l'enfant de cinq à six ans, l'insistance d'un refoulement portant précisément sur ce qui est entrevu du sexuel et qui ne reprendra ses droits qu'à la puberté. Or, foin de tout cela de nos jours, excepté les beu-beux, qui n'ont jamais osé se repasser, les après-midis sur leurs magnétoscopes, les enregistrements vidéo pornographiques de leurs parents. Non mais! On est moderne ou quoi! Que cela ait des effets incalculables sur ces chers petits, et peut-être bien pires que les violences qu'on leur distille le plus officiellement au quotidien, ne semble pas entrer en ligne de compte. Allez leur faire apprécier, après celà, les états d'âme des héros de Marivaux ou de Stendhal. Effets par conséquent du mythe du "tout savoir, tout expérimenter impunément" qui prend valeur d'axiome.

Axiome d'axiome en quelque sorte si nous tenons compte de ce que nous avons dit plus haut à savoir "ne touchez pas à notre science".

- o -

6° J'en aurai terminé pour aujourd'hui avec l'évocation d'un certain renforcement de la dimension eschatologique, dans la plus pure tradition judéo-chrétienne, qui s'obtient à partir de la promotion du tabou de la Shoa. Le terme eschatologique veut dire qu'il s'agit du champ du sacré et qu'il en va du salut de vos âmes. Vous êtes pour ou vous êtes contre, il n'y a pas de moyen terme. Autant dire que nous entrons ici dans le domaine des choses ultra-sensibles, les thèmes qui fâchent. Rien ne sert d'évoquer ici le fait qu'il se trouve des rabbins pour critiquer cet inflexible actuel du judaïsme. Ce qui compte c'est que là est une limite dont le franchissement vaut profanation. Jadis on collectionnait dans la rubrique des faits divers les exhibitionnistes officiant dans les lieux publics et notamment dans les lieux du culte. Aujourd'hui quand on se fait photographier devant un four crématoire ça peut venir à figurer dans les colonnes du journal *Le Monde*. D'ou cet autre entrefilet (18/8/94): "Allemagne: des néonazis se sont fait photographier devant les fours de Buchenwald. /.../ des jeunes gens, âgés d'une quinzaine d'années, pour certains, faisant semblant d'allumer les fours de l'ancien camp en brandissant des tisonniers".

Ça me rappelle un souvenir de camp de vacances d'étudiants en Espagne franquiste, en 1962, où des jeunes gens français avaient trouvé dérangeant, et donc subversif, de simuler l'enterrement religieux d'une barque sur la plage. Aux cris épouvantés des femmes autochtones (voyez la pudeur offensée) ont répondu les hurlements de la guardia, qui avait immédiatement encerclé le camp en menaçant tout le monde de ses mitraillettes. J'avais mis à l'époque l'excès de ces réactions au compte d'une certaine intolérance. Concernant les faits relatés dans l'entrefilet du *Monde*, je persiste à conclure de la même manière. C'est toujours au nom des valeurs sacrés qu'on condamne et qu'on exécère, simplement le sacré semble s'être déplacé. Dont acte.

C'est toujours une affaire de jouissance qu'il ne faut pas. Or, j'ai vécu en d'autres lieux où cohabitaient précisément des ethnies qui avaient leurs pratiques. Simplement ils vivaient et jouissaient dans leurs quartiers, tout en se faisant discrets en traversant les quartiers des autres. Ils possédaient assurément un art de vivre. Se peut-il que chez nous cet art se soit perdu?

- o -

7° Je ne voudrais pas vous quitter sans avoir mentionné deux thèmes qui ont trait respectivement à la jouissance phallique et à la jouissance de l'Autre qui n'est pas. Ce n'est pas que j'ai manqué de vous en parler à l'ordinaire, mais c'est vrai que ça a des échos dans les journaux, et donc dans le bla-bla à propos du social.

Dans *Le Monde* du 28/8/94, je lis, sous la signature de Jean-Yves Nau, le titre "l'implication des drogues illicites dans les accidents de la route: Cocaïne et marijuana au volant". Ce que cet article, somme toute assez banal, apporte de nouveau, est une approche statistique de l'usage des drogues parmi une classe bien délimitée de citoyens, ceux qui ont un permis de conduire. Vache à lait du ministère des finances, cette classe sélectionne ceux qui ont les moyens d'entretenir une voiture, ce qui exclut toute une population d'inactifs, voire ceux qu'on qualifiait plus haut d'inemployables. Les sources de cet article lui viennent d'une part du dernier numéro paru du *New England Journal of Medicine* (daté du 25 août) relatif à la population de Memphis (Tennessee), et d'autre part "des enquêtes préliminaires menées dans les régions de Metz et de Bordeaux". Autant dire que les études françaises n'ont pas encore produit des résultats probants, alors que les américains estiment que près de la moitié des conducteurs contrôlés était sous l'effet des drogues susdites. Il faut préciser qu'il s'agit de la moitié de ceux qui avaient déjà été triés, comme n'étant pas sous l'effet de l'alcool. Rien n'est dit concernant ceux qui de leur côté se contentaient de drogues *médicamenteuses*. Ça laisse entendre que l'addiction (par l'alcool ou les drogues) n'est pas réservée à quelques malades, mais qu'elle touche de larges couches de la population active, et qu'elle est un fait de société. Reste à savoir pourquoi, dans la civilisation occidentale nous assistons à une telle priorité accordée à la jouissance Autre, sachant, par exemple, que dans les pays musulmans, mais aussi en Chine, ces modalités de la jouissance sont strictement proscrites.

Passons à présent du côté de la jouissance sexuelle. On sait que le SIDA, par exemple, touche jusqu'à 25% des populations sexuellement actives en Afrique, ce qui dénote tout de même une orientation vers la jouissance phallique tout-à-fait remarquable. Qu'on ne dise pas que le faible taux de contagion en Europe est dû aux précautions prises. Je sais d'expérience que lorsqu'on interroge une population particulièrement active dans ce domaine, à savoir celle constituée d'adolescents, on obtient de réponses positives relatives à l'usage du condom, alors que si l'on insiste, on obtient facilement l'aveu des intéressés, que leur fidélité à la capote anglaise est loin d'être absolue. D'où l'importance d'un article, tel celui (publié dans *Le Monde* du 13/9/94 p.22, signé Jean-Yves Nau) intitulé "La santé sexuelle à l'heure du sida", avec pour sous titre "La pandémie encourage la dissociation de la sexualité et de la reproduction". Ce sont, nous dit-on les techniques modernes qui favorisent la dissociation "du plaisir de la reproduction". En effet, de récentes études sur la fécondité montrent que sur le plan mondial ce taux est passé de 6,1 à 3,9 enfants par femme. On prend en compte parmi les facteurs favorisant l'avortement, mais on dit aussi "qu'il existe, à grande échelle, des modifications de comportement sexuel". L'ennui est qu'on ne sache pas encore évaluer les facteurs qui jouent en ce sens.

 Franchissons une barrière devenue depuis peu absolue, ce seuil qui sépare l'homosexualité (qui a droit de cité sous nos climats) de la pédophilie (qui est bannie). Pour chiffrer l'ampleur de la pédophilie, et donc de l'usage sexuel de sujets sexuellement immatures, voire miniatures, c'est le même problème.

A moins de délation systématique on ne peut rien savoir de sérieux, en dehors des flagrants délits et des stigmates anatomiques laissés sur les victimes recensées par les autorités judiciaires. Existe-t-il en ce domaine un devoir de délation? Il semble que oui, si l'on en juge d'après un article (parmi d'autres) que consacre *Le Monde* à cette question. "Le péché par omission de sœur Leplat", titre ce journal (10/9/94) pour indiquer que la religieuse aurait dû signaler aux autorités les agissements de celui qui l'avait précédé à la tête de l'établissement dont elle est devenue la directrice. Je lis: "des témoignages faisaient état de douches et de déshabillages imposés aux enfants par le directeur". On reproche à sœur Leplat de n'avoir pas pris en compte immédiatement ces témoignages et surtout de n'avoir pas affiché dans l'établissement "les coordonnées téléphoniques des services de prévention", qu'elle semblait d'ailleurs ignorer. Il reste que le supposé pédophile, muté dans un autre établissement, nie tout en bloc et que l'affaire n'est pas encore jugée. Bien sûr, et selon l'adage, il n'y a pas de fumée sans feu, à moins qu'à force de calomnier il n'en reste toujours quelque chose. Dans tous les cas la vérité se tient coite, et le savoir qu'elle produit reste mal assuré. La tendance actuelle est au forçage de cette vérité par le savoir inquisitorial, d'où les campagnes dites de prévention, et donc de délation, qui se développent tous azimuts. Forcer quelqu'un à parler est, contrairement à ce qu'on prétend, la meilleure façon de produire des sujets barrés, ceux que plus haut j'ai nommé les non-sujets.

Un dernier mot relatif à la violence. Violence institutionnelle dans ce que nous venons de voir, puisque la violence s'exerce à la fois dans l'institution (et c'est le directeur) et à la fois par l'institution (et c'est le juge). A observer mes propres réactions de révolte envers certaines formes d'incohérence et donc de violence dans nos institutions républicaines, m'est venu l'idée que les enfants, eux aussi devaient s'apercevoir de cette violence et des principes qui la régissent. Donc lorsque l'adulte prétend réprimer le désordre et les violences engendrées par les enfants, c'est à lui même qu'il s'en prend sans s'en apercevoir, c'est sa propre violence qu'il condamne.

Exemple: ça se passe dans une petite unité décentrée d'un secteur de pédopsychiatrie, où une jeune fille agresse un des élèves du Centre en lui administrant un coup de pied. En réalité ça se passe à l'école où ces deux pensionnaires du Centre cohabitent dans la même classe, par le fait du hasard. La jeune fille, qui est en délicatesse avec l'école, a coutume de minimiser les devoirs, le travail scolaire à effectuer à la maison. Or, le garçon, lui, arrive avec son cahier de classe et donc vend la mèche. D'où l'agression du délateur et le coup de pied.

L'agressé répond à l'agression en prenant la jeune fille par le col pour lui donner quelque bourrades, voire pour tenter de l'étrangler. Ces faits sont commentés en réunion plénière des responsables du service. J'ai été conduit à argumenter comme voici: il s'agissait d'abord de dissocier les logiques propres selon lesquelles la fille et le garçon se sont comportés l'un envers l'autres, sachant que la scène se déroulait, semble-t-il sur fond de dépit amoureux; passons sur le caractère répétitif de l'agression commise par la fille dont les manières garçonnières sont au fond assez courantes aujourd'hui. Ce qui a posé problème c'est la façon dont le garçon a motivé sa réplique et donc l'excès de son agression envers la jeune fille. Il a dit "je commence par cogner et je discute ensuite". Paroles qui ont eu le don d'excéder un certain nombre d'éducateurs qui se sont empressés de lui faire la morale. Or, qu'y a-t-il de tellement scandaleux dans ces propos? Certes il y a, dans le principe ainsi posé, une transgression d'une des lois de la République à savoir que la force ne saurait primer le droit. C'est ce qu'on nomme l'état de droit.

Or chacun sait que dans un grand nombre de cas cet état de droit est incapable de remplir sa fonction, c'est-à-dire préserver la paix publique en assurant une stricte justice. Chacun sait que bien des requêtes n'aboutissent jamais, à moins de faire un esclandre. Il faut être sourd pour ne pas entendre qu'il y a là une technique que privilégient certaines branches du mouvement syndical, qu'il s'agisse des agriculteurs, des pêcheurs, ou des dockers, pour ne citer que les plus récents dont on a largement parlé dans les médias. Donc une nouvelle règle s'instaure parallèlement à la fiction républicaine énoncée plus haut, nouvelle règle qui consiste à frapper d'abord un grand coup puis à discuter ensuite. Les patrons, ou les pouvoirs publics, selon les cas, sont conduits à négocier ce qui est une preuve évidente de faiblesse.

En clair cela signifie que loin que la réaction de notre adolescent puisse être considérée comme pathologique, elle dénote au contraire une évidente adaptation aux réalités sociales d'aujourd'hui.}

Dix ans après, aux conflits près qui menacent les zones où la société de consommation a construit ses bases, les problèmes demeurent et l'on peut s'étonner que certains psychanalystes viennent seulement de les découvrir. La revue de presse ci-dessus consacre un fait dominant, à savoir que le mal vient de ce que de nombreux sujets sont en panne d'identité. Et puisque du point de vue de la consommation tout est substituable (y compris vos organes, pour peu que vous trouviez des donneurs) il importe que chacun cultive ses possibilités transgéniques en vue des changements d'environnement auxquels il aura à faire face.

J'ai fait allusion chemin faisant à certaines fictions sociétales, et notamment à la charte des Droits de L'Homme qui est là précisément pour gommer les conséquences de cette bipolarité qui s'établit entre le sujet de la consommation et le sujet de la pénurie. D'où la cible toute indiquée, que je poursuis de mes traits de plume tout au long de ce recueil, à savoir le Déni juridique des différences, et l'Etat, en tant que bras séculier de cette ignominie, quelle que soit sa couleur politique jusqu'à nouvel ordre. Que le bandeau du politiquement correct et de la censure armée qui le soutient soit de nature à masquer ce qui est en jeu aux yeux de maints étourdis sincères ne doit pas désarmer ceux, voltairiens, qui savent pourquoi ils résistent encore.